

CROUS qui croasse... ATTENTION! Revoilà les CLOCHEMERDEUX !!! - L'ETOILE de NORMANDIE, le webzine de l'unité normande

Et c'est reparti pour un tour!

Avec le retour à l'unité normande, on pensait être définitivement débarrassé de cette plaie... A savoir le match débile, suicidaire, entre Caen et Rouen qui avait si longtemps empêché toute réunification normande et qui a fait oublier aux premiers intéressés que **la VRAIE CAPITALE d'une Normandie coupée en deux, vautrée dans sa médiocrité localiste et décliniste, c'était... PARIS !**

Mais bon! Chassez le naturel, il revient toujours au galop... Malgré les trésors d'intelligence dépensés par MM. Touret et Cazeneuve pour vaincre les cons (car il est inutile de les convaincre) en instituant le **partage équilibré actuel entre Caen (siège du conseil régional) et Rouen (siège de la préfecture)** qui a permis un retour à l'unité régionale concentré sur son objectif essentiel qui est celui de la renaissance de la Normandie, voici que les **clochemerleux** remettent ça! Avec pour baballe ce coup-ci, le **CROUS** (Centre Régional des Oeuvres Universitaires Sociales):



Voici le match:

Première manche: le gouvernement, par la voix de son ministre de l'Education Nationale annonce que le siège du CROUS de Normandie sera à Caen puisque l'actuel recteur de Caen, est désormais en charge de la coordination des deux académies normandes. **Le risque évident était de faire du "jacobinisme" à l'échelle normande à partir de la centralité géographique caennaise...**

<http://www.paris-normandie.fr/actualites/societe/education/vives-reactions-apres-la-fusion-des-crous-normands-HH11525288>

Seconde Manche: Pascal MARTIN clochermerleux en chef de la Seine-Maritime décide de s'en plaindre auprès de l'ancien maire du Havre, Edouard Philippe désormais Premier ministre... **Le clochemerle normand prend un tour classique, à savoir la pataugeoire d'une rive de la Seine à l'autre.**

Pascal Martin obtient satisfaction: **le CROUS Normandie sera finalement établi à Rouen.** On remarquera néanmoins que dans un communiqué de presse minable par son manque total d'intelligence du territoire normand, Monsieur Martin justifie **ce bon choix de mettre le CROUS normand à Rouen** (nous expliquerons après pourquoi) en soulignant la proximité avec Paris et en arguant qu'il y a

plus d'étudiants à Rouen qu'à Caen (mais qu'est-ce qu'on s'en fout!!!) **alors que le vrai sujet serait, au contraire, d'attirer en Normandie les étudiants des autres régions et surtout d'éviter que les étudiants normands partent étudier ailleurs parce que la soi-disant métropole de rouen, la fameuse communauté urbaine de Caen L' Amère ou encore la pseudo Porte océane havraise (qui est à Matignon) se montrent TOUJOURS INCAPABLES DE BOSSER ENSEMBLE pour les retenir ou pour les attirer !!!**

Ces élus constituent une belle bande de CLOCHEMERDEUX !!!

Et on se souviendra que le clochemerdeux en chef fut un certain Alain LEVERN en 2013 alors qu'il effectuait sa dernière année comme satrape de Haute-Normandie: il avait mis tout son poids politique dans la balance pour saboter la mise en réseau des trois universités normandes dans le vain espoir de tout concentrer à Rouen...

<http://normandie.canalblog.com/archives/2013/07/14/27641309.html>



PASCAL MARTIN
PRÉSIDENT DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Rouen, le 13 décembre 2017

Le siège du CROUS à Rouen !

Une très bonne nouvelle pour le Département de la Seine-Maritime

Pascal Martin, Président du Département de la Seine-Maritime, vient d'apprendre que le CROUS normand aura son siège à Rouen. Il rappelle qu'il a rencontré en novembre dernier Édouard Philippe, 1^{er} Ministre, afin d'évoquer avec lui ce dossier structurant pour la Seine-Maritime.

La nomination de la Directrice générale du centre de Caen comme préfiguratrice du futur siège normand pouvait laisser craindre que celui-ci s'y implante, au détriment de la ville de Rouen.

Après plusieurs démarches du Département entreprises dès juillet, dans lesquelles le Président Pascal MARTIN s'est personnellement impliqué en faveur d'une implantation de ce siège à Rouen, la bonne nouvelle est annoncée ce jour :

« Je suis très heureux que le gouvernement confirme ce jour l'information qui m'avait été donnée par le 1^{er} Ministre : le siège du CROUS s'implantera à Rouen. En effet, les effectifs d'étudiants sont significativement plus importants à Rouen qu'à Caen, et notre plus grande proximité avec Paris sont des arguments qui ont pesé dans la décision finale. Je me félicite que l'argumentation que j'ai portée avec ténacité jusqu'à Matignon, ait trouvé une oreille attentive et objective auprès d'Édouard Philippe »

Troisième et dernière manche: Laurence Dumont députée socialiste caenno-caennaise

clochermerleuse à l'Assemblée Nationale prend la responsabilité de laver notre linge sale normand en public à l'Assemblée Nationale le 12 décembre 2017 à l'occasion des questions au gouvernement. CONSTERNANT !!!



La décision d'implantation à CAEN du CROUS Normandie ne doit pas être remise en question

En cliquant [ici](#) vous trouverez le **communiqué de presse** qui dénonce le **reniement, par le Premier Ministre, de la parole de sa Ministre de l'Enseignement supérieur** qui avait annoncé officiellement, il y a à peine un mois, **l'implantation du CROUS Normandie à Caen**.

Hier soir, à l'Assemblée nationale, **la Ministre a tenté de justifier l'injustifiable en évoquant « l'expérimentation »** sur la Normandie en termes de gestion des deux Académies par un seul recteur et la nécessité d'un rééquilibrage entre les territoires avec le maintien du rectorat à Caen et l'implantation du CROUS Normandie à Rouen.

Mais que vaut cette parole, quand on sait maintenant qu'un Ministre peut être désavoué par Edouard Philippe quelques semaines plus tard.

Tenter de justifier ce « changement de pied » en mettant en avant « l'expérimentation » en cours décrédibilise un peu plus la parole de ce gouvernement. En effet, **le Premier Ministre sait pertinemment que cette expérimentation a été présentée aux syndicats, à Paris, dès le 31 août, par le Ministère de l'Education, c'est-à-dire plus de 3 mois avant l'annonce par sa ministre de l'enseignement supérieur d'implantation du CROUS Normandie à Caen!**

L'invocation, bien tardive, de « l'expérimentation » ressemble vraiment à un prétexte et on est en droit de se demander si d'autres éléments ne constitueraient pas les vraies raisons de ce revirement inadmissible.

C'est donc aux élus du Calvados, députés, sénateurs, maires, conseillers généraux et

régionaux et leurs présidents et à tous ceux et toutes celles qui aiment notre territoire et veulent le défendre de se mobiliser pour faire revenir à la raison le Premier ministre.

Commentaire de Florestan:

BLABLABLA !!!

Mais de quel territoire aimé s'agit-il? De la Basse-Normandie? De la plaine de Caen? du seul Calvados? Madame Dumont fait pire dans ce registre que Jean- Léonce Dupont... Un comble!

Madame Dumont! La Normandie est Ré-u-ni-fiée! La Basse-Normandie n'existe plus!

Edouard Philippe a donc pris une sage décision. Pourquoi s'agit-il d'une sage décision? Car elle s'inscrit dans la politique d'équilibre voulue en 2014 par M. Tourret (souvenez-vous de son fameux "amendement") et suivie en juillet 2014 par le cherbourgeois Bernard Cazeneuve, alors ministre de l'Intérieur qui a tranché avec sagesse en optant pour l'équilibre entre Caen et Rouen alors qu'il avait sous le nez un rapport de la très jacobine inspection générale ministérielle qui lui conseillait de mettre tous les services de l'Etat au chef-lieu choisi pour la préfecture, donc à Rouen...

En effet, si le recteur de Caen devient le recteur coordinateur des deux académies normandes depuis son siège caennais, il était donc normal de garder à Rouen une fonction régionale académique majeure sachant que la technopole universitaire caennaise et normande a bien des atouts pour rayonner au delà des frontières normandes sinon à l'international...

Lire une synthèse assez complète de ce dernier clochemerle (on espère que ce sera le... dernier!) sur le site Normandie Actu:

https://actu.fr/normandie/rouen_76540/ministere-change-avis-siege-crous-normandie-ira-plus-caen-mais-rouen-reactions_14523959.html

La réaction mesurée du maire de Caen, Joël Bruneau doit être saluée puisqu'elle reprend notre argumentaire: l'essentiel, c'est l'équilibre des pouvoirs et des lieux de pouvoir en Normandie pour construire un réseau au service de l'intérêt général normand. On ne saurait se plaindre des excès, des limites et des échecs du centralisme parisien tout en le réclamant pour soi dans sa région:

« Je prends acte de la décision du Premier ministre de positionner le siège du Crous de Normandie à Rouen. Cette décision est en totale contradiction avec les premiers arbitrages de son ministre de l'Enseignement supérieur. Elle n'est que l'illustration de la volonté d'Édouard Philippe de compenser l'installation définitive du Rectorat régional à Caen. Un choix rendu public il y a quelques jours. Dans cette Normandie réunifiée, il a toujours été acté qu'un partage des missions de l'Etat devait s'opérer pour qu'aucun territoire ne se sente lésé au bénéfice d'un autre. Ce fut le cas lorsque Bernard Cazeneuve, alors ministre de l'Intérieur, avait engagé le processus de rapprochement des entités administratives à l'échelle de la région. Le gouvernement actuel ne fait que confirmer cette logique. Je serai toutefois attentif, avec l'ensemble de mes collègues élus de la Normandie occidentale, à ce que

l'indispensable service que le Crous propose aux étudiants soit maintenu à Caen comme c'était le cas jusqu'à aujourd'hui.»

Réactions d'auto-satisfaction un peu stupides du côté de Rouen: le CROUS Normandie à Rouen va devoir montrer son utilité en étant autre chose qu'une agence de tourisme universitaire à l'usage privilégié des étudiants fuyant les inconforts de la région parisienne...

<https://www.tendanceouest.com/actualite-255725-rouen-accueillera-le-nouveau-siege-du-crous-de-normandie.html>

Néanmoins, contrairement à son habitude, le maire de Rouen, Yvon Robert fait dans la sobriété et va jusqu'à évoquer la nécessité de **"Garantir l'équilibre territorial au sein de la Normandie est une priorité pour permettre la réussite de la fusion des Régions."**... Une lumière vient de s'allumer à l'une des nombreuses fenêtres de l'abbaye qui sert d'hôtel de ville de Rouen.

Enfin, on notera le silence (provisoire?) du président de la Normandie, Hervé Morin qui n'a pas envie de participer à cette nouvelle séquence d'enfantillages dans les bacs à sable caennais et rouennais tout en se disant, une fois de plus, qu'il se sent seul, bien seul... dans la cour des grands !

Lire ci-après:

<https://www.ouest-france.fr/normandie/morin-veut-des-garanties-du-gouvernement-pour-les-regions-5446907>



Hervé Morin, nouveau président de Régions de France, entend renouer le dialogue avec l'État à l'occasion de la Conférence nationale des territoires (CNT) jeudi à Cahors (Lot) et obtenir des garanties du gouvernement sur les ressources des régions.

« **Nous voulons être dans le dialogue et la construction** », affirme le président UDI de la Normandie dans un entretien aux *Échos*. Fin septembre, les présidents de régions avaient au contraire suspendu les discussions avec le gouvernement sur un désaccord financier.

L'association a exposé trois demandes prioritaires au Premier ministre, explique-t-il : « **Nous voulons le pilotage de l'orientation, de l'apprentissage et savoir quelles seront nos ressources en 2019. Avoir un cadre stabilisé jusqu'en 2022 et des précisions sur la trajectoire de 1,2 % d'augmentation des dépenses de fonctionnement.** »

Pour compenser les 450 millions d'euros de dotation que les régions réclament à l'État, il compte « **obtenir une part de cette somme dans le calcul de la part de TVA que nous obtiendrons à partir de 2019** ».

Selon lui, le gouvernement devrait par ailleurs « **abandonner l'encadrement de l'endettement** » des collectivités qu'il envisage. « **Ça n'a aucun sens de brider l'investissement de cette façon alors que les taux sont si bas** », fait-il valoir.

Parmi d'autres attentes, Hervé Morin, à la tête de Régions de France depuis le 22 novembre, estime « **que les régions doivent gérer les grands ports à la place de l'État** ».

La deuxième CNT réunit ce jeudi 14 décembre 2017 à Cahors (Lot) le Premier ministre Édouard Philippe, une douzaine de ministres et les représentants des principales associations d'élus locaux.